

Mad(e) in

HAINAUT

MAGAZINE D'INFORMATION DU PERSONNEL DE LA PROVINCE DE HAINAUT

N°25 - Mai 2022



L'informatique anti-gaspi !



Actualité

Chantier de l'UT
objectif 2023

Enseignement

L'éco-solidarité,
un bachelier d'avenir

Image

Ma Province,
mon capital proximité

EDITO

Une administration moderne et éco-responsable



Numérique, digitalisation sont synonymes de modernité au quotidien. Fiabilité, durabilité, extensibilité, sécurité, instantanéité, continuité, accessibilité : autant de qualificatifs que nous associons aux moyens informatiques et électroniques.

Par la volonté des autorités et des agents, notre Province s'est inscrite pleinement dans cette tendance. Service public précurseur, elle a créé, en 1974, le premier grand centre informatique wallon.

Chaque année, depuis quinze ans, je constate une augmentation des équipements et une facilité d'évolution grâce à la virtualisation. L'utilisation des ressources informatiques réduit fortement l'utilisation du papier et les déplacements. Aujourd'hui, plusieurs centaines d'agents provinciaux accèdent à leurs mails depuis leur smartphone ou leur tablette 24h/24, 7j/7...

La Province s'adapte, évolue avec son temps. Nous devons en être fiers.

Pour arriver à ces résultats, il faut une infrastructure qui suive. C'est là qu'il y a lieu d'être responsable et éco-responsable. Ces ressources coûtent cher en matériel et logiciels, ont une empreinte écologique non négligeable ! Beaucoup de composants naturels sont nécessaires pour produire nos équipements qui fonctionnent 24h/24.

Les services informatiques agissent pour réduire notre empreinte écologique et énergétique mais ce n'est que grâce à notre effort à tous, à nos petits gestes quotidiens que nous peserons réellement. Il nous faut adopter de nouveaux réflexes, nous organiser autrement : nos comportements peuvent être plus positifs pour notre belle planète tant malmenée.

Les services informatiques sont à votre disposition et à vos côtés pour y contribuer, à notre humble échelle.

Jean-François Beghin
Inspecteur général des Services informatiques

f : province-de-hainaut f : Cdanslapochetv @ : Province de Hainaut

Retrouvez la plupart de ces actualités et bien d'autres en vidéos sur les pages Facebook et Instagram de la Province de Hainaut !

Et pour donner plus de visibilité à nos projets provinciaux, n'hésitez pas à «liker» et faire «liker» ces pages.



Mad(e) in Hainaut est une publication des Services Transversaux Stratégiques. Il est distribué à tous les agents de la Province de Hainaut. Réalisation technique : Service de Communication - Avenue Général de Gaulle, 102 à 7000 MONS. Secrétariat : 065/382.277
communication.province@hainaut.be

Editeur responsable : Sylvain Uystpruyst, directeur général provincial. Direction : Joël Delhaye. Coordinatrice : Patricia Opsomer. Equipe rédactionnelle : Audrey De Langhe, Joël Delhaye, Ronald Isaac, Emilie Loriaux, Patricia Opsomer, Geneviève Pensis, Annabelle Roulet, Mathieu Strainchamps, Alysia Turlot, Daisy Vansteene. Crédits photos : Nicolas Beumier, Dimitri Toebat, Freepik.com, Shutterstock. Conception graphique et mise en page : Cédric Roland. Impression : Hainaut Concept Impression - Zoning industriel, 4^{ème} Rue à 6040 JUMET : 071/258.530



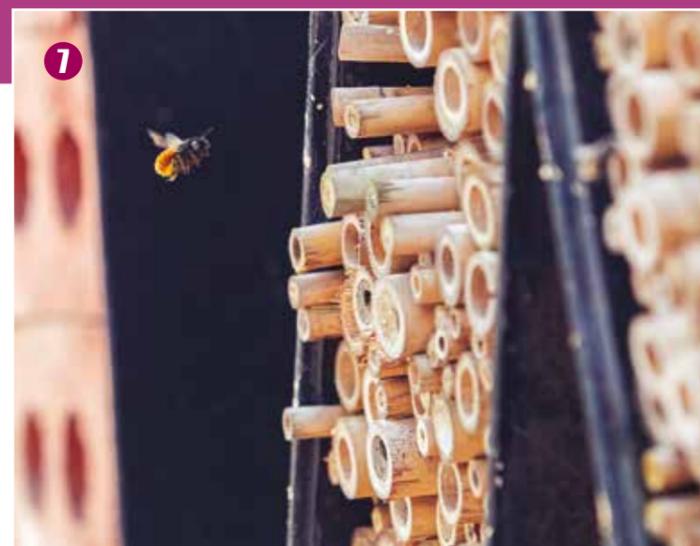
© Thomas Trad Eva Paravent 2016



© SpockDesign Look Back 2014 Marco Pinarelli



artiste : Marie-Jeanne Cavagnoli



1. Beyrouth au CID

Beyrouth vit depuis le début des années 2000 une effervescence dans tous les champs artistiques. Le design qui n'y échappe pas en est l'un des indicateurs les plus importants. L'exposition «Beyrouth. Les temps du design» tente d'analyser cette situation spécifique qui associe simultanément reconstruction économique et architecturale, conscience sociale et développement international. Un merveilleux projet à découvrir au CID au Grand-Hornu jusqu'au 14 août. Ne manquez pas les conférences et autres événements prévus tout au long de l'expo !

2. Métiers d'art au Château de Beloeil

Seize artisans d'art vous donnent rendez-vous au Château de Beloeil pour une exposition exceptionnelle orchestrée par nos collègues des Métiers d'art de la Province de Hainaut, de Hainaut-Culture en collaboration avec le Château de Beloeil. Une autre manière de visiter ces lieux sublimés par les créations originales de nos artisans. Des pièces choisies avec soin. L'expo est accessible jusqu'au 12 juin. Infos : 064/23.76.48

3. Emouvant Alberto Israël

95 ans et un témoignage bouleversant. Alberto Israël, rescapé d'Auschwitz, a raconté son histoire à 1800 jeunes profondément touchés. Entre urgence et émotion, il leur a parlé et expliqué une fois encore combien la guerre avait marqué son existence. Une manifestation utile et citoyenne conçue par Hainaut Mémoire.

4. Un p'tit air de rap

Quel chouette projet que celui façonné au Centre Provincial d'Enseignement Spécial de Mons, à Ghlin ! Profs et élèves ont associé leurs talents, dépassant leurs difficultés pour écrire une chanson de rap qui parle de leur quotidien ! Enregistrement en studio, clip tourné en mai, représentation sur scène à la journée des personnes extraordinaires : ils brûlent les planches ! Que du bonheur !

5. Et si on relevait les pluridéfis ?

Donner l'envie de s'impliquer, de travailler en équipe et valoriser les filières en pénurie, c'est tout ça Pluridéfis. Un concours qui a réuni les étudiants de l'enseignement qualifiant tous réseaux confondus au LPHC Hornu. Cette année, deux nouveaux défis ont vu le jour : l'un pour les soudeurs (Soudodéfi), l'autre pour les couvreurs (Défitoit).

6. La nouvelle assemblée des jeunes !

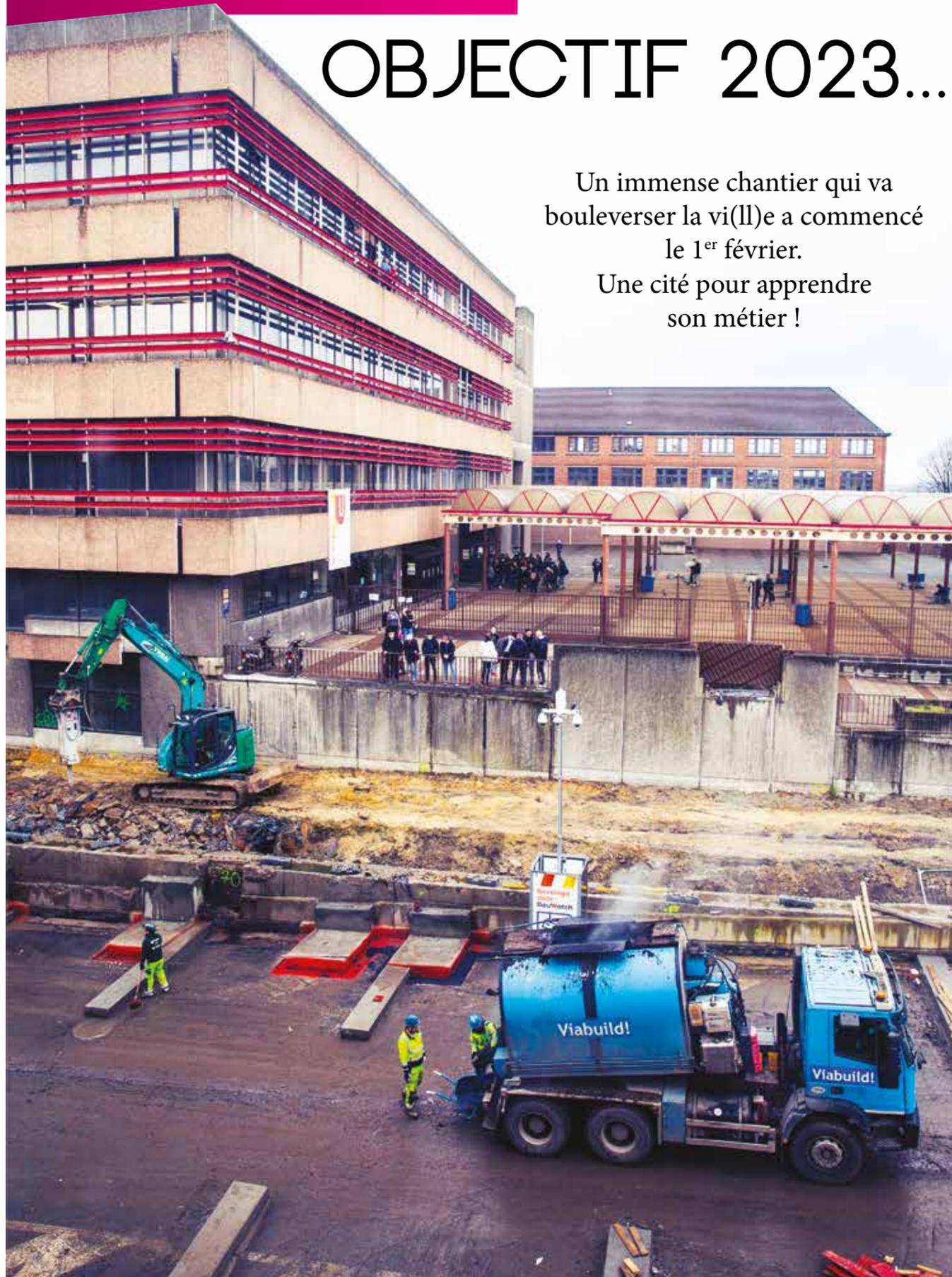
Un nouveau président, Moïse Fossi Wambo, et plein de projets ambitieux : l'assemblée des jeunes édition 2022 vient de s'installer ! 23 écoles de l'enseignement secondaire de la Province veulent, depuis 2019, contribuer au développement durable.

7. Les abeilles et bientôt le miel ?

Un hôtel à insectes estampillé Province de Hainaut, les Espaces verts ont marqué le coup sur le site du Delta. Si certains doutaient de la fréquentation de l'hôtel, la levée des règles sanitaires a amené profusion d'insectes. Ils se délectent des multiples abris prévus pour eux. Un très esthétique coup de pouce à la biodiversité.

Chantier de l'UT : OBJECTIF 2023...

Un immense chantier qui va bouleverser la vi(II)e a commencé le 1^{er} février.
Une cité pour apprendre son métier !



L'INFO-BOX
Point d'info pour les membres du personnel, les élèves et leurs parents, et pour les riverains : une permanence y sera assurée pour écouter les difficultés et proposer des solutions. Au fil de l'évolution des travaux, on y communiquera : les zones accessibles pour l'enseignement, les accès et les zones de «dépose minute». De leur côté, les étudiants de la section Arts Appliqués de la Haute École Provinciale Condorcet ont réfléchi à améliorer la signalétique.



Ca y est ! Il est lancé depuis le 1^{er} février. Les locaux concernés par la première phase du chantier de la Cité des Métiers à Charleroi ont été vidés même si les activités d'enseignement et d'apprentissage se poursuivent dans des espaces fraîchement rénovés au cœur des bâtiments Langlois ou Ferrer. Le congé de février a permis de réorganiser les ateliers carrosserie et de mécanique automobile pour accueillir en mars élèves et enseignants du Collège des Aumôniers du Travail. Une synergie entre les institutions s'organise : chacun y trouve sa place.

«Ce sera une première ! Deux sites (Province de Hainaut et Aumôniers du Travail) aménagés pour dispenser des formations tous réseaux confondus. Des formations distinctes sur les deux sites, des bâtiments partagés, du matériel de qualité mis en commun : qui aurait imaginé cela réalisable ? Et pourtant cela prend forme aujourd'hui», s'enthousiasme Ismaël Cerquetti, chef des travaux d'atelier à l'Institut d'Enseignement Technique Secondaire à Charleroi. «Nous accueillons les Aumôniers du Travail pour les sections du garage au sein de notre atelier sur le site 1 du Roullier, ce qui a nécessité logistique et compromis mais la convivialité est au rendez-vous.»

Pour marquer le coup, le vendredi 18 mars, de nombreux ministres et députés, les autorités de la Province de Hainaut et du Collège des Aumôniers du Travail ont participé au lancement du chantier. Pour les Députés provinciaux, c'était l'occasion de souligner l'implication des membres du personnel et saluer la résilience dont ils devront faire preuve pendant le chantier.

S'adapter

C'est vrai que le quotidien des enseignants, des élèves et du personnel administratif se trouve chamboulé par le dé-

but des travaux : un tiers du bâtiment Roullier restera inaccessible jusqu'aux vacances d'été. Accès et circulation intérieure ont été modifiés. Si des séances d'information et un balisage clair facilitent les déplacements, il faudra, malgré tout, s'armer de patience. «Les travaux sont toujours redoutés par les acteurs de terrain», explique Ismaël. «Avant de lancer ces opérations, notre Institution a procédé à une large concertation pour présenter le projet et ses enjeux.»

Les rénovations du Campus de la Ville Haute et de ses voiries affectent l'accès aux bâtiments et parkings mais des solutions sont constamment à l'étude et des places PMR déjà mises à disposition dans la cour du Bâtiment Langlois.

«Au quotidien, nous nous adaptons au mieux pour concilier l'enseignement et les travaux», explique Cécile Josse, coordinatrice des projets partenariaux de l'UT. Ils dureront quatre ans, nous devons œuvrer pour le meilleur. Il y a beaucoup de chantiers à la fois sur le campus ou menés par la Ville. Ce qui les relie : redynamiser l'enseignement qualifiant de la Province à Charleroi et donner un accès à l'enseignement universitaire dans notre région.»

La dernière phase des travaux du bâtiment Solvay vient de débuter pour révéler fin octobre le premier site complètement rénové du campus. En pleine métamorphose, le bâtiment Gramme ouvrira exceptionnellement ses portes, avant la réouverture définitive prévue en septembre 2023, lors de la journée du Patrimoine et d'événements à destination des futurs occupants. Ismaël est plein d'enthousiasme ! «Mon plus bel espoir en tant qu'«enfant de l'UT» est de revivre les beaux jours que notre Institution a connus dans les années 80. De pouvoir dire, «on y est arrivé, ensemble». •

ET POURQUOI PAS LA MOBILITÉ DOUCE ?

Avec le retour des beaux jours, pourquoi ne pas tenter la mobilité douce ? Un prestataire extérieur propose la location de trottinettes électriques via une application simple et sécurisée. Beaucoup d'entre vous semblent d'ailleurs déjà avoir opté pour ce mode de locomotion rapide et flexible, à condition de respecter les règles élémentaires de prudence et de courtoisie !

Des vélos de Ville seront prochainement mis à disposition pour rejoindre les campus de la Ville et de Montignies-Sur-Sambre.



Déclasser, réutiliser, recycler :

L'INFORMATIQUE ANTI-GASPI



Michaël Demoustier en pleine action

Les entrailles de la Direction générale des Services informatiques regorgent de trésors qui attendent sagement de vivre de nouvelles aventures palpitantes. Depuis quelques années, la DGSI s'est engagée sur la voie du recyclage informatique.

«**L**a gestion centralisée des achats de matériel informatique nous permet d'avoir une vue globale sur la vie de notre parc informatique intranet», explique Nicole Jenart, Responsable du Service Technique à la DGSI. «Pour des raisons d'efficacité, d'applications, de spécifications techniques, nous remplaçons les postes de travail connectés à l'intranet tous les cinq ans. Environ 600 postes sur les 3800 que compte notre parc informatique sont changés chaque année. Ce matériel que nous retirons des circuits traditionnels est encore valable. Moins performant mais toujours utilisable. C'est ce qui nous a incités à le recycler à l'intention des institutions provinciales, et notamment les écoles ou les IMP, pour un usage hors intranet. Pendant le confinement, ce matériel nous a également aidés à continuer à fonctionner. Nous avons pu installer des ordinateurs déclassés au domicile des collègues qui ne disposaient pas d'un portable professionnel pour qu'ils puissent se connecter à leur PC resté au bureau et leur permettre ainsi de poursuivre leurs activités.»

Du matériel étiqueté

Le matériel informatique provincial est dûment répertorié et soigneusement étiqueté. Quand sa date de péremption approche, les responsables d'institution en sont avertis. C'est là qu'entrent en scène nos deux magiciens recycleurs : Jean Moeremans et Michaël Demoustier. «Sur base de l'avis de déclassement ou à la demande des responsables, nous récupérons les ordinateurs, imprimantes et bien d'autres choses encore», précise Jean. «Ensuite, nous effaçons toutes les données ainsi que les licences professionnelles.»

Deux fois par semaine, ils se rendent dans les institutions demandeuses ou concernées, amenant parfois les nouveaux ordinateurs, reprenant les anciens. «Parfois, nous débarrassons les institutions de matériel plus ancien», ajoute Michaël. «Et souvent, c'est assez sportif !»

Méconnaissant cette offre proposée par la DGSI, nombreux sont les services qui accumulent des ordinateurs et autres imprimantes dépassés dans des greniers ou espaces quelques fois peu accessibles. Nos collègues de la DGSI préfèrent des déplacements plus réguliers, dès que le matériel est déclassé.

Une nouvelle vie

De retour à la DGSI, le matériel subit alors une vérification scrupuleuse : tout ce qui est fonctionnel est récupéré, reformaté, des machines sont réparées avec des pièces prélevées sur d'autres.



Nicole Jenart et Jean Moeremans : «le recyclage des PC est encore méconnu»



Et Michaël et Jean sont ensuite ravis que ces PC et ces imprimantes puissent vivre de nouvelles aventures dans des écoles ou des Instituts médico-pédagogiques de la Province de Hainaut.

Ils constitueront des salles informatiques, seront mis à disposition des élèves et des enseignants.

«Il ne faut pas hésiter !», insistent-ils. «Ce service gratuit que nous proposons est encore méconnu. Nous voudrions que davantage d'écoles ou d'IMP nous contactent : nous pouvons les aider.»

Infos : 065/76.78.34
info.gcd@hainaut.be •

Il n'y a plus de place sur le serveur



Quelques chiffres...

Plus écologique, le numérique ? Il suffit de «surfer» sur quelques sites (!) pour s'apercevoir que... non.

Avec 34 milliards d'équipement pour 4,1 milliards d'utilisateurs, la technologie est plutôt polluante. La communauté GreenIT.fr a réalisé une étude édifiante : aujourd'hui, le numérique pèse l'équivalent de 179 millions de voitures.

Le numérique, c'est l'équivalent des émissions de gaz à effet de serre d'1,5 milliard de salariés qui vont travailler chaque jour pendant un an, la consommation de 242 milliards de packs d'eau minérale... Bref, les chiffres trouvés sur le site du Service public de Wallonie donnent froid dans le dos.

Et nous sommes tous concernés et tous responsables : cet impact massif vient de notre consommation personnelle, de nos équipements, de l'énergie nécessaire pour les recharger ou les fabriquer. L'impact utilisateur risque encore d'augmenter dans les années à venir aggravant toujours plus notre empreinte numérique : plus d'appareils connectés, des écrans toujours plus grands... La conséquence ? Une croissance très importante des émissions de gaz à effet de serre... Une hausse fulgurante de notre consommation qui dépasse largement celle des autres secteurs...

Nous devons apprendre à nous distancer de ces outils, les utiliser autrement et beaucoup plus longtemps pour espérer diminuer leurs effets néfastes sur l'environnement.

La DGSI met à notre disposition de l'espace sur les serveurs. Un espace dédié à nos dossiers, à nos archives professionnelles. Malgré des progrès techniques notables, cet espace n'est pas illimité. Olga et Patrick tirent la sonnette d'alarme.

La pollution numérique est méconnue sans doute parce qu'elle est moins visible que ces déchets jalonnant encore et toujours le bord des routes. Pourtant, elle existe et prend des formes assez surprenantes.

«A l'heure actuelle, les données stockées sur les serveurs représentent un volume de 30 téras auquel il faut ajouter les données lotus mais aussi les applications», explique Olga Kireeva, administratrice serveur.

Cet espace important n'est cependant pas extensible. «Souvent, poursuit Olga, on nous dit qu'on peut acheter des serveurs pour trois fois rien dans les grandes surfaces ! On utilise un matériel professionnel, sécurisé qui n'offre évidemment pas les mêmes services. Aujourd'hui, après la crise sanitaire, ces disques complémentaires sont difficiles à obtenir.»

Conséquence ? «Il faut faire le ménage», disent en chœur Patrick et Olga qui, régulièrement, sont contraints d'y procéder.

Données privées : pas sur les serveurs !

«Force est de constater que nos serveurs comportent un certain nombre de photos personnelles et autres films qui n'ont pas à s'y trouver ou des documents anciens ou identiques que l'on retrouve copiés dans de nombreux répertoires des serveurs. Les conte-

présence de films et fichiers audio commerciaux sur les serveurs est tout simplement interdite. Ils peuvent être contenus sur un disque dur externe, un cloud mais certainement pas sur un serveur professionnel !»

Nos collègues invitent chacun à procéder régulièrement au nettoyage de leurs données présentes sur le serveur. Quantité de documents professionnels comme les circulaires peuvent être consultés en ligne sur l'intranet, les scans peuvent se faire en qualité fax.

«Pour limiter l'encombrement du serveur, il y a quelques trucs simples», souligne Olga. «Constituer un dossier commun pour l'équipe sur lequel on rangera les documents utiles à tous pour éviter qu'ils soient dupliqués sur les répertoires de chacun ; nettoyer régulièrement ses dossiers pour se débarrasser des pièces qu'on n'utilise plus ou les structurer. Chez Hainaut Gestion du Patrimoine, nous avons créé une zone de transit qui est automatiquement nettoyée toutes les trois semaines et qui n'est pas «backupée», elle ne compte que des documents temporaires.»

Des gestes somme toute très simples mais qui peuvent contribuer à réduire notre empreinte environnementale et s'accompagner d'économies réelles.

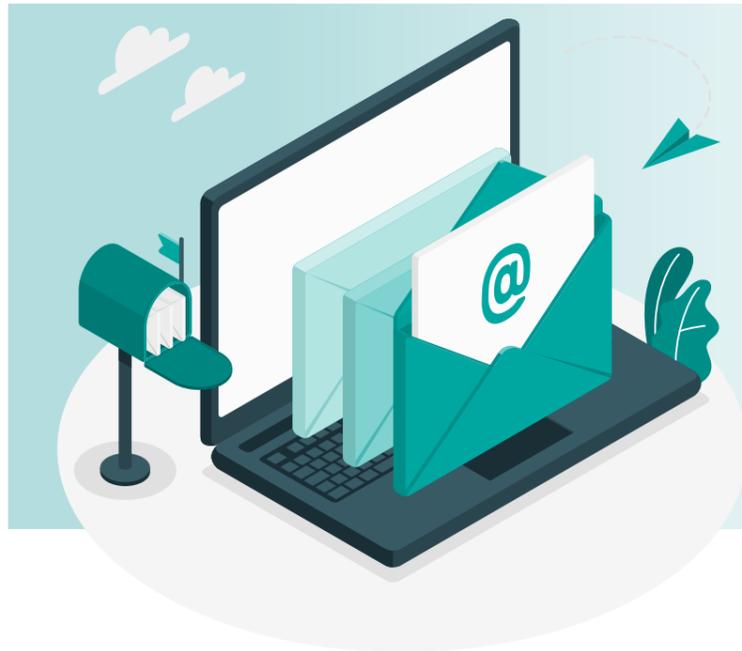
Le service technique de la DGSI est à votre disposition pour vous aider à réorganiser vos fichiers sur les serveurs (réorganisation des répertoires et des accès). •

Contact : admin.task@hainaut.be



L'appel d'Olga Kireeva et Patrick Sdao : «Nettoyons régulièrement nos dossiers !»





Et si jamais j'en avais besoin ?

Qui ne s'est pas posé cette question au moment de supprimer un message de sa boîte mail ? La plupart du temps, le geste s'interrompt, est remis à plus tard. Beaucoup plus tard et Lotus rame inutilement...

Combien de matins n'avons-nous pas pesté sur Lotus, maudit outil de messagerie qui prend tant et tant de temps à s'ouvrir ?

Frédéric Leroy, «Monsieur Lotus» à la DGSI, en sourit. «C'est tellement fréquent ! La boîte qui tarde à s'ouvrir et l'impatience qui gagne alors que tout pourrait être plus simple et rapide si on gérait bien sa boîte mail ! Nous sommes confrontés à deux difficultés : d'abord, l'espace qu'on utilise qui coûte cher en énergie et en infrastructures et ensuite la conservation de mails qui datent parfois de... 2001 !»

Cet espace encombré par des données la plupart du temps inutiles et qui resteront inutilisées ! «Nous avons pris le parti de garder cinq ans de mails accessibles dans les bases dites «actives», le reste étant conservé ailleurs. Cela nous permet de réaliser les backups de plus de 3500 bases mail chaque nuit», ajoute Frédéric. «Un archivage permanent tourne sur chacune des bases et ce, de façon complètement transparente pour l'utilisateur. Conserver autant de données obsolètes nous coûte très cher sans raison.»

Il insiste : «une boîte mail n'est pas un espace de stockage. Bien sûr, il y



Frédéric Leroy : «Une boîte mail n'est pas un espace de stockage»

a des documents à conserver mais, sans doute, pas tous et certainement pas dans l'onglet «Courrier en arrivée». Adopter une structure de classement, nettoyer sa boîte régulièrement peuvent faciliter la tâche de tout le monde.»

De petits gestes simples qui pourraient alléger notre poids numérique sur les serveurs. Des exemples ? Ne pas «répondre à tous» dans un mail ou, s'il est nécessaire de le faire, ne pas inclure la pièce jointe ou l'historique de l'envoi initial. Ou encore, ne pas s'engager dans un échange de politesses qui encombreront notre boîte... Ou ne pas utiliser le mail pour des questions qui pourraient être réglées par téléphone

ou via notamment la messagerie instantanée disponible pour chacun.

Lotus, ce méconnu

«On remarque une réelle méconnaissance de nos outils. A chaque rencontre sur le terrain, nous constatons que l'outil est utilisé d'une façon très basique alors qu'il permet tant de choses», ajoute Frédéric Leroy.

De la même manière, disposer rapidement des informations sur les départs ou décès permettrait de ne pas dépenser d'argent en licences inutiles. «Je me retrouve parfois avec des bases de personnes parties de la Province depuis longtemps ou malheureusement décédées. Nous tentons de trouver des solutions pour récupérer ces licences Lotus : pas simple avec le RGPD en toile de fond. Le projet «Un mail pour tous» qui va permettre à chacun de disposer d'une adresse mail hainaut.be mais dans un autre système. Les utilisateurs utilisant uniquement le mail et l'agenda basculeront sur ce système. Ceux recourant à une des nombreuses applications de notre catalogue conserveront leur Lotus actuel.»

Cette réflexion plus large doit se mener parallèlement à notre action individuelle : «s'occuper des courriers en arrivée, établir des règles de messagerie, réfléchir à une structure de classement, retirer les notifications agenda.... Ou si nécessaire, participer à une petite formation Lotus pour en connaître toutes les subtilités.» •



Out of Use est une société qui collecte le matériel obsolète pour le recycler : le produit de sa vente est versé à Natagora pour soutenir des actions écologiques. Nos services informatiques fournissent à Out of Use du matériel qui ne peut être récupéré ni pour les écoles ou les IMP, ni pour les associations.

Pour vous débarrasser de ce matériel étiqueté et relevant du «domaine provincial», il suffit de contacter nos collègues de la DGSI.

«Nous avons imaginé aller plus loin», explique Simon Deffet de la Cellule de Coordination du Développement durable (notre photo). «Nous souhai-

terions effectuer de grosses collectes dans lesquelles le personnel, les étudiants, nos bénéficiaires pourraient déposer leur matériel propre afin qu'il soit recyclé. Cette démarche passe par une sensibilisation au sein des écoles et des institutions.»

En s'appuyant sur la sensibilisation et sur l'enthousiasme communicatif de l'Assemblée des Jeunes, le groupe de travail créé pour l'occasion envisage d'augmenter encore notre contribution à l'achat d'espaces naturels.

Ouvrez l'œil : nous vous informons du calendrier des prochaines opérations. •



RECYCLER POUR LA BONNE CAUSE

Baudouin Oldenhove, responsable marketing de Natagora nous dit tout de ce partenariat qui unit la Province de Hainaut, la société Out of Use et Natagora.

MIH : Que fait Natagora ?

Baudouin Oldenhove : Nous sommes actifs dans tout l'espace Wallonie-Bruxelles. L'objectif de l'association est d'enrayer la dégradation de la biodiversité et de contribuer au rétablissement d'un meilleur équilibre entre activités humaines et protection de l'environnement.

Nous avons différentes missions. La principale est de protéger en gérant plus de 200 réserves naturelles constituées de milieux diversifiés, abritant des espèces rares, et souvent menacées. Nous étudions les menaces, soutenons les espèces les plus en péril et supervisons de nombreux programmes de suivi faisant

partie des préoccupations majeures de l'association. Nous nous impliquons pour influencer sur les décisions politiques, promouvoir la biodiversité, prévoir les atteintes qui pourraient lui être portées, réagir quand nécessaire : les nombreux volontaires de l'association y contribuent au quotidien. Enfin, nous organisons des formations, centres régionaux d'initiation à l'environnement, événements de sensibilisation, mise en réseau des particuliers.

MIH : Comment Natagora intervient-elle dans le partenariat conclu par les services informatiques de la Province et l'entreprise Out of Use ?

B.O. : Out of Use propose aux en-

treprises un service de collecte de matériel ICT à déclasser. Pour chaque PC (laptop ou desktop) ou GSM traité par Out of Use, une donation est versée à Natagora. A travers le partenariat avec Out of Use, Natagora reçoit des financements qui vont lui permettre d'agrandir le réseau des réserves naturelles en Wallonie. La Province de Hainaut en tant que client de Out of Use a exprimé son souhait de pouvoir agir sur son territoire. En concertation avec Out of Use, il a donc été décidé que les moyens dégagés en 2022 seront affectés à un projet dans la province. Ajoutons que la Wallonie finance l'achat de réserves naturelles à hauteur de 50%. •

Un archiviste qui n'a pas la tête de l'emploi !

Un archiviste, c'est bien connu tient ses lunettes en équilibre sur le bout du nez, a les mains poussiéreuses, affiche un teint pâle voire blafard : drôle de costume que notre imaginaire lui taille ! Le nôtre d'archiviste préfère jeans et baskets. On vous le présente !

Steven Derèse a plutôt bonne mine et une allure résolument sportive. Ce passionné d'histoire, titulaire d'un master en archives classiques et d'une année complémentaire en archives numériques, a rejoint notre administration il y a trois ans.

«Une obligation légale», sourit-il. Un sourire qui ne le quitte pas quand il explique comment est née sa surprenante envie d'être archiviste. «Les pistes pour un historien sont limitées : enseignement, musées ou archives. Je me suis vite aperçu que l'archivage était un métier d'avenir, surtout avec toutes les possibilités offertes par les nouvelles technologies.»

Sa formation lui a permis d'acquérir les principes généraux qui régissent l'univers du classement. Quels documents conserver, combien de temps, sur quels supports ? Et si l'archivage se fait toujours du général au particulier, il ne faut pas faire «une tonne de sous-dossiers». «Bien sûr», explique Steven, «on ne fait pas ce qu'on veut avec les données mais, pour chaque type de document, la durée de conservation va varier. Une facture, après cinq ans, peut être jetée, en revanche, les PV du Conseil et du Collège doivent être conservés à vie.»

Aux règles de protection des données, s'ajoutent celles, élémentaires, de leur sécurité. Certains documents doivent être mis sous clé, comme des informations personnelles sur la santé.

A son arrivée au sein de notre Institution, Steven a bâti littéralement un système d'archivage, l'adaptant en fonction des situations rencontrées par les institutions. Chacun conserve ses données mais à l'échelle d'un service ou d'une structure, l'archivage doit répondre à des exigences. «Trouver une solution qui s'applique à l'ensemble des agents, c'est un vrai défi. Je suis parti de rien.»

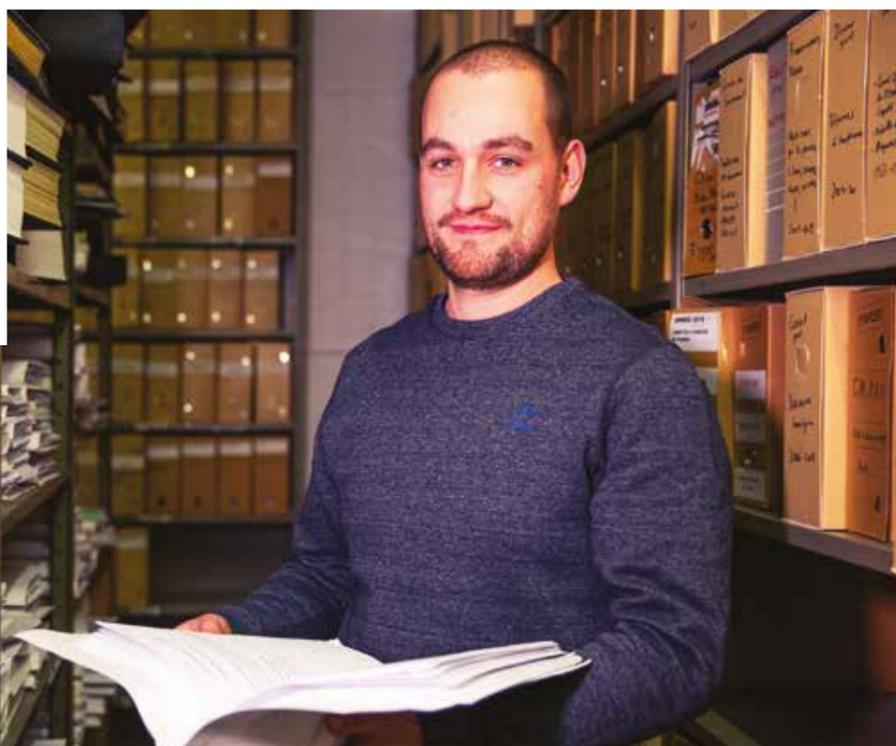
Un guide et du coaching

Notre archiviste a construit un «tableau de tri» didactique pour aider chacun à savoir clairement ce qui doit être jeté ou gardé. «J'ai identifié pour

tous les services les documents utilisés et expliqué comment et pourquoi ils doivent être conservés, que faire le délai passé et comment s'en débarrasser en respectant les procédures. On est souvent débordés par les documents.»

Steven travaille à la mise en œuvre d'un guide d'utilisateur pour l'archivage qui sera transmis à tous les services provinciaux. «Il répond à des questions comme : qu'est-ce que l'archivage, les bonnes pratiques, pour gagner en place et en temps de travail, comment organiser un classement, un tri des archives ? Cela vaut aussi pour le numérique ! Une fois que le guide aura été diffusé je proposerai du coaching afin d'aider chaque structure à trouver la solution adaptée à ses difficultés.» •

Coordonnées : 065/40.17.69
steven.derese@hainaut.be



MA PROVINCE, MON CAPITAL PROXIMITÉ



L'heure de se repenser. L'heure de réaffirmer nos valeurs, la pertinence de nos services. Les Provinces vivent des moments difficiles mais font face. Dans une société en perte de repères, elles incarnent le service au public. Ensemble, sous l'égide de l'Association des Provinces wallonnes, le Brabant wallon, Liège, Namur, le Luxembourg et notre Hainaut diffusent le même message. Le cœur du business des Provinces ? C'est l'Humain. Notre seul capital est celui-là, mais il est précieux. Dans une société post-covid qui fait face à une crise majeure, le non-marchand est notre affaire. Loin de la recherche du profit.

Cocorico ! C'est une agence hainuyère qui a été choisie par l'APW comme consultante pour mener campagne aux quatre coins de la Wallonie : «Justletminot est une jeune agence supercréative qui a d'emblée compris que notre première richesse est notre personnel», explique Joël Delhaye, Directeur de notre Service de Communication. Dix agents, issus des cinq Provinces, seront les acteurs d'une campagne qui sera diffusée dans les cinémas, sur des billboards, en télé et bien sûr, sur les réseaux sociaux.

«Le coup d'envoi de cette campagne a été donné dans le cadre du salon Municipalia, mais c'est à partir de la fin mai que la diffusion à grande échelle débutera», ajoute Joël Delhaye. Pas de

gabegie en ces temps difficiles : les services de communication provinciaux sont largement mis à contribution pour créer les outils conçus par Justletminot et le budget de l'Association des Provinces, peu sollicité en période de confinement, permet d'en financer la diffusion.

L'enseignement, la formation, la culture, le social, la santé et les métiers liés au durable sont les axes communs à toutes les Provinces. Mais chacun trouvera matière à s'exprimer dans cette campagne dont le service comm' étudie déjà les prolongements possibles. Le tout dans un esprit positif ! «Dans Province, il y a le préfixe «pro», ce sera notre cheval de bataille», conclut le Montois Cédric Minot, patron de Justletminot. •

13 changements de nom

pour une société inclusive



Ludivine Tassenoy, Brigitte Christiaens, Sandrine Delemme et Bénédicte Mathieu

Parmi les institutions provinciales d'action sociale, il y a les Services d'Aide en Milieu de Vie. Agréés et subventionnés par l'AVIQ, leurs équipes sont mobiles dans les lieux de vie de leurs bénéficiaires en situation de handicap. Actifs dans les régions du Centre, de Mons, Tournai, Charleroi ou Thuin, ces treize services mobiles comptent plus d'une centaine d'agents et changent de nom, d'acronymes et de logos, suite à un arrêté du Gouvernement wallon. Ne dites plus SAP mais SAJE ou SAI mais SAJAS, ni SAC se transformant en SAA.

Leurs missions : favoriser la participation active et personnalisée des usagers à la réalisation de leurs projets et contribuer au développement de leur citoyenneté, dans leur milieu de vie.

Accompagner les jeunes enfants

Pour les quatre Services d'Accompagnement pour Jeunes Enfants (anciennement Services d'Aide Précoce), «à part le nom, cela ne change pas grand-chose», explique Ludivine Tassenoy, responsable du service de Lobbes. «La mission est d'accompagner les bébés et jeunes enfants en situation de handicap jusqu'à 8 ans, ainsi que leur fa-

mille, afin de constituer un entourage qui soutiendra l'enfant et répondra à ses besoins particuliers. Nous intervenons au plus tôt, avant même que le diagnostic soit posé. Souvent, tout est à construire.»

Ce service intervient en début de vie et pour des familles devant apprendre à vivre avec le handicap. Rencontrer

les plus petits et leurs proches, évaluer les besoins liés à la déficience ou aux troubles, proposer et construire des solutions, aider à leur mise en place en crèche, à la maison ou en plaine de jeux, tout en outillant l'entourage : c'est le cœur de leurs missions. Une sensibilisation des personnes en contact avec l'enfant, en milieu scolaire ou en extra-scolaire, est également organisée.



Sur le chemin de l'école

Au sein des six ex-SAI, devenus les Services d'Accompagnement pour Jeunes en Age Scolaire (SAJAS), les missions sont plurielles. Brigitte Christiaens, Coordinatrice du SAJAS Mosaïque, à Charleroi, s'occupe des admissions des bénéficiaires - des jeunes de 6 à 18 ans - avec sa collègue assistante sociale, Sandrine Delemme. Les parents s'adressent en direct au service afin d'en obtenir l'accès et dorénavant, les demandes d'allocations familiales supplémentaires pourront être introduites par le service. «Les familles sont orientées vers nous par un CPMS, un pédiatre ou neuro-pédiatre, un Service de santé mentale... Nous accompagnons les enfants dans leurs différents environnements. Nous sommes réellement des facilitateurs. Sur le terrain, nous procédons à l'observation, l'identification des besoins, l'orientation vers des prestataires comme des logopèdes, kinés, ergos... La coordination et le suivi de la mise en place d'outils nous incombent également.»

Favoriser l'esprit inclusif des milieux ordinaires sera un objectif permanent, au moyen de rencontres avec les professeurs, élèves, coéquipiers de clubs, camarades de mouvements de jeunesse... «Mettre le jeune en confiance en assurant le relais avec les personnes de l'entourage. Notre accompagnement ne doit pas se prolonger trop longtemps, nous sommes un service de deuxième ligne. Nous devons amener les services ordinaires à répondre aux besoins de l'enfant. Il faut que cela devienne naturel d'intégrer les enfants.»

Son homologue du SAJAS «Le Trait d'Union» à Ghlin, Bénédicte Mathieu,

souligne les ponts possibles avec le travail des pôles territoriaux, en pleine construction. «Chez nous, les équipes réaliseront, par exemple, les inventaires utiles aux aménagements raisonnables, en collaboration avec les profs et la famille. Nous conseillons, apportons des idées. Nous proposerons, la création de cartes mentales aux parents, en leur montrant comment s'en servir pour aider leurs enfants à faire les devoirs. Ici, on organise des ateliers Ninjas du numérique sur le thème de Mons. On apprend aux jeunes à se servir de tablettes ou d'applications et à travailler leurs moyens d'expression langagière, s'ils présentent des troubles à ce niveau. Nous développons aussi le soutien familial, l'accompagnement parental : de nouveaux défis motivants !»

Dans la vie d'adulte

Un rôle de soutien et de facilitateur présent aussi au bénéfice des adultes pour les trois SAA (ex-SAC). Jean-Benoît Abrassart, responsable du Service d'Accompagnement pour Adultes de Mons - les deux autres sont à Charleroi et Tournai - témoigne : «Le changement pour nos équipes est minimaliste. Le nouveau texte wallon s'inspire de celui sur lequel nous fonctionnions avant. Les défis se trouvent plutôt dans la mise en œuvre du Plan Stratégique et Opérationnel, la rédaction de contrats d'objectifs. C'est interconnecté avec l'arrêté. Nos agents accompagnent le bénéficiaire en fonction de son projet de vie ou de demandes très ponctuelles, liées à des difficultés précises : une aide à la gestion budgétaire par exemple ou à l'acquisition d'un logement. Souvent les CPAS, les administrateurs provisoires de biens, les ETA, les services sociaux

de mutuelle nous recommandent auprès des citoyens».

Avec sa collègue assistante sociale, il reçoit les demandeurs et, si nécessaire, réoriente ou contracte un accompagnement de trois mois minimum ; au départ, souvent afin d'aider les personnes à comprendre leurs droits et obligations et à y accéder. «La pandémie a compliqué les démarches : il n'y a plus de permanences dans les services administratifs. Enormément de démarches se font désormais via des plateformes informatiques : mutuelle, syndicats, administrations... Il faut donc d'une part aider à la compréhension de ces démarches et en plus, accompagner les bénéficiaires dans l'action vers l'autonomie.»

Ce type d'aides représente la majorité des demandes auxquelles le service doit faire face. Viennent ensuite celles liées à la gestion budgétaire et à l'accès au logement. «Nous avons un collègue ouvrier qualifié qui accompagne nos usagers pour vérifier la qualité technique des logements avant location, apprendre à monter un meuble, aider au déménagement... On n'est pas là pour entretenir une relation de dépendance mais apporter un coup de pouce dans le parcours de vie, de quelques mois à plusieurs années». Le service accompagne des personnes de plus de 70 ans. Seule condition pour y accéder : être connu de l'AVIQ avant 65 ans. Belles illustrations concrètes du slogan provincial que sont ces services, aux côtés des citoyens tout au long de la vie. •

En résumé

- Les quatre Services d'Aide précoce (SAP) deviennent les Services d'Accompagnement pour Jeunes Enfants (SAJE).
- Les six Services d'Aide à l'Intégration (SAI) s'appellent désormais les Services d'Accompagnement pour Jeunes en Age scolaire (les SAJAS).
- Enfin, les Services d'Accompagnement (SAC) sont rebaptisés Services d'Accompagnement pour Adultes (SAA).



L'ETA Metalgroup : un vent de renouveau

Depuis 10 mois, une nouvelle directrice a rejoint l'équipe de Metalgroup. Cette entreprise provinciale de travail adapté de 150 travailleurs, basée à Marcinelle, relève des défis inédits, avec des réorientations d'activités que nous révèle sa capitaine.



Après 28 ans dans le secteur bancaire, des missions de consultance pour la COCOM, une ONG en Afrique ou encore de bénévolat depuis 15 ans dans des associations du secteur «handicap», Diane de Meulenaere concilie son bagage de gestion, de connaissances financières et de management, avec ses aspirations de responsabilité sociétale.

pétences pour une société avec un objet social important». Elle veut relever un défi qu'elle estime capital : donner du travail à tous les salariés. L'entreprise a malheureusement dû mettre une partie du personnel au chômage ces dernières années. «Dans une ETA, il faut être compétitif, investir, être rentable... Faire en sorte que le personnel en situation de handicap puisse travailler selon ses moyens et capacités. Même avec nos excellents soudeurs, les montages en ferronnerie n'étaient pas évidents et le moniteur a quitté l'entreprise, alors nous avons cessé cette activité. Il faut être réaliste pour que chacun trouve sa place et puisse travailler».

et infusions dont une fruisane bien-être, créée avec la complicité d'une cliente «Les thélices de Sophie». «On a contribué au développement, on va le vendre en ligne, l'emballer ici et l'expédier », explique-t-elle. Le conditionnement est une activité importante mais pas la seule : « Le personnel ouvrier soude, découpe, plie l'acier ou l'alu dans la section tôlerie. Il y a l'assemblage de pièces métalliques ou encore, l'imprimerie, la découpe-bois,... Depuis quelques années, nous avons un service de petits dépannages et travaux de bricolage, ainsi qu'un autre de repassage avec titres-services. Il y a énormément de savoir-faire ici et la qualité est équivalente à une entreprise classique, contrairement à la fausse image qui circule parfois ».

Un renouveau et une mutation en profondeur au profit des travailleurs bien engagés ! •

Infos : www.metalgroup.be

Ses premières mesures : revoir l'organisation, renforcer et mettre à jour les procédures administratives ou financières et mener un plan d'actions, porteur de valeurs fortes.

Vous prendrez bien une tasse d'EthéA ?

«Nos quatre axes : développer la culture d'entreprise au moyen de la solidarité, l'entraide, la reconnaissance, du développement humain et concilier toutes nos activités. Un autre grand chantier : renforcer notre visibilité pour aller chercher les clients avec un nouveau site et les réseaux. Il faut suivre les coûts et dépenses de manière constante. On doit se réinventer».

Premier né de cette réorientation managériale : «EthéA», une série de thés



«C'est une amie qui m'a proposé ce bénévolat avec des adultes en situation de handicap. Ce qui m'a plu tout de suite, c'est leur naturel. Avec eux, on n'est jamais jugé. La relation est très authentique et c'est l'humain qui m'intéresse», explique-t-elle «Or, la société n'est pas très accueillante avec eux et ça me touche beaucoup».

Depuis que le hasard l'a menée vers l'offre d'emploi de Metalgroup il y a un an, elle fait la route depuis Wezembeek-Oppem chaque jour... avec bonheur : «Je suis très heureuse aujourd'hui. J'utilise toutes mes com-



Toujours faire mieux

La qualité, c'est un objectif permanent de nombreux services provinciaux. L'enseignement de promotion sociale est pleinement engagé et suit scrupuleusement le cahier des charges défini par l'AEQES, l'Agence pour l'évaluation de la Qualité de l'Enseignement supérieur.

C'est une recherche permanente et une culture de l'évaluation bien ancrée au sein des équipes. Avec l'harmonisation européenne, cette évaluation de la qualité est devenue indispensable. Dans les établissements provinciaux de promotion sociale, les équipes de direction, d'enseignants, d'administratifs et de coordinateurs qualité ont choisi de s'engager dans cette voie, encadrant l'étudiant dès son inscription.

Citoyenneté, formation pour tous et toute la vie, personnalisation, reconnaissance des compétences acquises, mobilité, ouverture aux autres, expertise et formation continue des enseignants, nouvelles technologies... En promotion sociale, la culture qualité se décline de bien des manières !

Au sein de l'Institut provincial des Arts et Métiers Centre-La Louvière, Christelle Pléтинckx est «coordinatrice qualité institutionnelle».

«Ma mission consiste à soutenir la mise en place d'une dynamique de management de la qualité en favorisant un travail collaboratif à tous les niveaux entre les différentes implantations de l'institution. Il s'agit de coordonner un ensemble d'actions visant à concourir à l'amélioration continue de nos enseignements, en tenant compte des ressources disponibles et des contraintes. Concrètement, les tâches sont très diversifiées : mise en place de procédures, organisation de réunions de sections, gestion des audits Qualité de l'AEQES, conception et traitement de questionnaires d'enquêtes, ...»

Pas un rôle de gendarme !

La démarche Qualité implique l'ensemble des acteurs du terrain, intègre les étudiants, la direction, les enseignants, les éducateurs, le personnel administratif, les diplômés, les maîtres de stage.

«Notre vision est à la fois transversale pour l'institution et spécifique par section/niveau d'enseignement», poursuit Christelle. «Il s'agit d'intégrer toutes les dimensions qui peuvent contribuer à l'amélioration de nos enseignements au sens large. Par exemple, en instaurant plus de ponts avec le milieu professionnel, avec les représentants des unions professionnelles et les chefs d'entreprises, pour ouvrir l'établissement vers l'extérieur et proposer une offre de formations en parfaite adéquation avec les exigences du terrain. Nous sollicitons aussi nos anciens étudiants. En tant que diplômés, ils viennent témoigner de leur parcours professionnel. C'est toujours très porteur pour nos étudiants.»

Le regard global conféré par la fonction permet, Christelle en est convaincue, «d'avoir un certain recul par rapport à l'établissement dans son ensemble, de se poser les bonnes questions au bon moment mais toujours dans une perspective de rassembler l'ensemble des équipes de l'établissement autour d'un projet commun : l'amélioration continue de la qualité. C'est une fonction très diversifiée qui intègre des compétences pédagogiques, organisationnelles mais aussi de communication et de management des équipes.»

Une réflexion critique et constructive extrêmement profitable à l'enseignement de promotion sociale de la Province de Hainaut.

«Ce n'est en aucun cas une fonction de gendarme», sourit Christelle. «Etre coordinateur.trice qualité, c'est accompagner et encourager les équipes, les fédérer autour d'une vision commune : un enseignement de qualité à dimension humaine. Le terme «culture qualité» me semble vraiment correspondre à la mission.» •



Absentéisme au cours de sport :

et si les élèves trouvaient la solution ?

Comme ailleurs, les cours de gym organisés à la Samaritaine connaissent un taux d'absentéisme important. Malgré une infrastructure de qualité et des activités sportives variées, les élèves continuent d'éviter ce cours, tout aussi important que les autres. Plus pour longtemps ?

A Charleroi, l'Institut Provincial d'Enseignement secondaire, la Samaritaine veut y remédier en sensibilisant ses jeunes qui, pour tout un tas de raisons, renoncent au cours de sport.

Arabelle Pecol, préfète de discipline, prend le temps de rencontrer les élèves concernés, de discuter avec eux et de les motiver à assister aux cours de sport. Au bout d'un certain nombre d'absences injustifiées, une sanction tombe mais, pour l'école, ce devrait être la dernière limite. L'idée, c'est plutôt de motiver les jeunes par rapport aux bienfaits du sport en les aidant à être plus assertifs, en les rassurant par rapport à ce qu'ils sont.

Professeur de français à La Samaritaine, Marie Carbini est également chargée d'encadrer les délégués de classes. Depuis trois ans, ce programme permet aux élèves de s'impliquer dans le fonctionnement de l'école en visant son amélioration. Au début de l'année scolaire, un délégué est élu dans

chaque classe par ses condisciples. Une fois par mois, il peut participer à une réunion avec Marie Carbini et Arabelle Pecol. Ces réunions donnent l'occasion aux délégués de devenir « porte-parole » de leur classe. Ils répercutent auprès des représentants de l'école ce qui, selon les élèves, va ou ne va pas, dans l'établissement.

Une vidéo pour et par les élèves

Cette façon d'impliquer les étudiants dans le fonctionnement de l'école améliore l'adhésion à la réglementation interne. A l'occasion de ces réunions, la problématique liée à l'absentéisme au cours d'éducation physique est venue sur le tapis. « Agir avec les élèves est plus efficace que la sanction pour résoudre un tel problème », explique Marie Carbini. « Les délégués de classe ont proposé de réaliser, en collaboration avec la cellule communication Hainaut-Enseignement, une capsule vidéo de sensibilisation. »

L'outil présente deux avantages. Il montrera les différentes et magni-

fiques infrastructures de l'école aux étudiants mais s'attardera aussi sur une vision plus ludique d'un cours de sport. Un professeur d'éducation physique y témoignera aussi des bienfaits du sport à l'école.

Cette vidéo par et pour des élèves aura plus de chance de les sensibiliser et leur faire prendre conscience de l'importance du sport dans leur développement.

Actuellement, les délégués rédigent le scénario. Le tournage vidéo ainsi que le montage, chapeautés par la cellule communication de Hainaut Enseignement, ont lieu en mai pour une diffusion prévue en septembre.

Ce projet, encadré par l'équipe éducative, pourrait faire des « petits » dans les autres institutions. •

<https://www.etudierenhainaut.be/ipesp-la-samaritaine.html>

L'éco-solidarité : un bachelier d'avenir

Dès la rentrée prochaine, l'Institut Provincial de promotion sociale Lise Thiry, à Charleroi, propose une nouvelle formation qui colle aux besoins actuels ! Six établissements se sont mobilisés pour faire aboutir ce « Bachelier en éco-solidarité ». Martine Févry, la Directrice de l'Institut provincial, nous en parle.

M.I.H. : Comment est venue l'idée de concevoir ce bachelier en éco-solidarité ?

Martine Févry : La Province de Hainaut a été soucieuse de participer au développement d'un bachelier qui permettra de mener des projets d'entrepreneuriat social et de transition écologique se fondant sur les principes de la démocratie participative. La construction du dossier pédagogique et la mise en place de l'offre de formation en co-diplomation entre six partenaires a pris environ deux ans et demi. Autour de la table, quatre établissements de promotion sociale et deux Hautes Ecoles, dont la Haute Ecole provinciale de Hainaut Condorcet. Cette approche répond à la législation qui ne permet plus l'ouverture d'une filière au sein d'un seul établissement scolaire. Le projet est novateur, c'est une co-diplomation dont la promotion sociale est le partenaire principal. Le dossier pédagogique est un dossier de l'enseignement de promotion sociale. L'autre originalité vient de la localisation géographique de cette formation : le bachelier éco-solidarité s'étale sur la dorsale wallonne entre Mons, Charleroi et Liège avec l'appui des deux Hautes Ecoles pour certaines parties du projet.

M.I.H. : Quel métier peut-on exercer après ?

M. F. : Le diplômé pourra exercer au sein des administrations, des entreprises, des institutions ou des ASBL, des organismes non gouvernementaux (ONG). Le bachelier en éco-solidarité est un professionnel dont la mission se situe à l'articulation des domaines de l'action sociale et de l'écologie. Il devra témoigner de réactivité, d'une capacité d'initiative et d'un sens aigu des responsabilités mais aussi faire preuve d'autonomie tout en étant capable de travailler en équipe. Il possède des capacités d'écoute et de communication. Il maîtrise les outils informatiques. A l'avenir, ce bachelier pourrait encore évoluer grâce à des modules de spécialisation à l'étude actuellement.



M.I.H. : Un métier à ne pas confondre avec celui de conseiller en environnement ?

M. F. : Non, on devient conseiller en environnement par le biais d'une spécialisation accessible aux détenteurs d'un titre de niveau bachelier. Ce professionnel analyse les problèmes liés à la protection de la nature, à l'environnement et à l'amélioration du cadre de vie et propose des solutions pour les résoudre, il joue aussi un grand rôle en matière de sensibilisation. Notre approche n'est pas la même. Le bachelier en éco-solidarité est accessible aux détenteurs d'un CESS et la formation mène au titre de bachelier. •

Infos : 071/52.23.06

Bibliothèque Langlois :

au cœur de l'UT, un îlot plein de ressources



Entrer dans la Bibliothèque Langlois, à Charleroi, c'est faire un voyage «vers un pays lointain». En ce moment, les abords du lieu sont plus difficilement accessibles mais, en franchissant les portes Art Deco de l'édifice, on plonge au cœur du projet d'émancipation par le savoir que portaient Paul Pastur, Alfred Langlois et leurs pairs.

«**F**ondée en 1903, notre Bibliothèque a toujours eu une double vocation, scolaire et éducative. Proposant des ouvrages techniques et professionnels aux élèves des écoles industrielles, elle offrait à ses usagers une ouverture sur la culture avec des livres d'art, d'histoire ou de littérature», souligne Willy Pourcel, en charge du fonds ancien.

Si le lieu et les collections sont imprégnés de cette histoire, la Bibliothèque provinciale est pourtant tournée vers demain. Associée aux différents programmes en pleine germination sur le site de l'Université du Travail, l'équipe de 19 agents s'implique activement dans le projet «Charleroi, Ville apprenante» qui questionne des enjeux importants : fracture numérique, développement durable ou citoyenneté soutenue par l'éducation permanente.

Des passionnés

Olivier Bruyère travaille depuis 2007 à Langlois. Aujourd'hui chargé de sa coordination générale, il aime le mode participatif. «J'essaie de mobiliser notre intelligence collective : chacun possède des ressources, des envies, des idées, et nous avançons ensemble. Il y a une feuille de route, un cadre à respecter et la mission de bibliothécaire soulève pas mal d'exigences.»

Tous les agents sont multitâches : ils font du prêt, du conseil, des animations, des visites, même si chacun a ses spécificités.

Daniel Delamarche est incollable en matière de Manga. Anne-Sophie Houx est plutôt grande lectrice de polars. Elle travaille à Langlois depuis 30 ans, mais elle n'a pas perdu la flamme ! «Je travaille beaucoup à la catalographie. Au prêt, je peux dialoguer avec les lecteurs. Avec la levée des règles liées à la crise sanitaire, ils reviennent, ils nous ont manqué et c'est réciproque ! Certains, de grands habitués, demandent conseil et nous recommandent parfois des lectures. Il m'arrive d'avoir l'impression d'être libraire, le métier que je rêvais de faire quand j'étais étudiante», précise Anne-Sophie.

Une grande partie du travail se concentre sur les animations à destination de tous les publics : des bébés aux aînés. «Nous devons sans cesse renouveler nos propositions et travaillons avec des associations comme Point Culture et le Centre d'action laïque. Avec l'espace numérique et l'informatique public, nous rendons les outils informatiques plus accessibles. Nous sommes à la disposition des personnes cherchant une aide, des usagers ayant des besoins de consultation ou de travail», ajoute Olivier.

Près de 7000 ouvrages prêtés chaque mois, une bonne dizaine d'heures d'animations par semaine, un fonds qui regorge d'ouvrages parfois introuvables et s'accroît constamment : oubliez un instant les engins de chantier, poussez les portes chargées d'histoire de la Bibliothèque. Abonnez-vous à la page Facebook Bibliothèque Langlois. •

BOUGER... C'EST BON POUR LA SANTÉ !

... Et c'est la thématique fil rouge de l'Observatoire de la Santé en 2022. L'OSH sensibilise les citoyens hainuyers et les professionnels à l'importance de l'activité physique à travers des formations et des animations de terrain. Un projet construit avec les collègues de Hainaut Sports qui intègrent l'Observatoire.

Nos modes de vie sont de plus en plus sédentaires et la pandémie de Covid n'a fait qu'accentuer cette tendance. Pour notre santé, deux objectifs complémentaires : avoir une activité physique régulière et rompre les périodes de sédentarité (position assise ou allongée). Afin de promouvoir ces messages, l'OSH propose des formations pour les professionnels et des animations à destination des citoyens.

Faire bouger les Hainuyers

Apprendre l'importance de bouger, ça commence tôt, grâce au «Parcours vitaminé». Cette animation intègre «la dimension santé dans des activités de psychomotricité pour les enfants de 2^e et 3^e maternelle», explique Stéphanie Luciez qui a participé à sa création avec Magali Scufflaire. «C'est un outil créé en collaboration avec Hainaut Sports. Nos collègues ont géré le volet psychomotricité et nous, la partie santé. Maintenant, ce sont eux qui l'animent», note-t-elle. «Le but : l'adapter au milieu scolaire et permettre aux enseignants de l'animer eux-mêmes dans le cadre de projets santé», développe Magali. Une

autre animation a été mise en place et testée. Le Dynamique Quiz de Max et Zoé permet d'évoquer l'activité physique avec des enfants de la 3^e à la 6^e primaire.

Grâce au Game Truck, l'OSH peut aller à la rencontre d'un public plus large. Ce semi-remorque fraîchement rénové propose des jeux interactifs sur le Bouger (promotion de l'activité physique et lutte contre la sédentarité). Des jeux à découvrir seul, en famille, lors de salons santé par exemple, ou en groupe dans le cadre d'animations. «Quand c'est possible, on y ajoute un petit parcours d'activités afin de faire bouger les participants avant l'entrée dans le Game Truck», précise Magali. «Ces outils variés touchent différents publics», conclut Stéphanie.

Formation Vies actives

L'OSH fait la promotion de l'activité physique via la formation. Il vient de créer «Vies actives», une formation qui aborde l'activité physique dans une approche communautaire de promotion de la santé. Elle est destinée «aux professionnels, élus et citoyens qui veulent mettre en place un pro-

jet dédié à l'activité physique sur leur territoire», explique Christophe Renard, co-créateur de la formation avec Carine Bourmorck. «Il s'agit d'élargir le champ des possibilités offertes pour pratiquer une activité physique de manière naturelle au quotidien, en dehors de toute activité cadrée, et surtout de favoriser l'adoption d'habitudes de vie moins sédentaires», souligne-t-il.

Le thème du Bouger se retrouve aussi dans d'autres activités de l'OSH dont des publications pour les professionnels. •

Plus d'infos : observatoiresante.hainaut.be



Bien choisir sa poubelle !



Dans chaque service, des agents s'impliquent, se coordonnent pour plus de développement durable au sein de notre Province. Les Relais Développement Durable échangent des idées, partagent des expériences, mettent en œuvre des actions concrètes pour limiter l'impact négatif sur l'environnement de notre quotidien au boulot.

« **L**e meilleur déchet est celui qui n'existe pas, mais pour ceux qui sont là, comment faire ? Avec la crise sanitaire, le travail des techniciennes de surface a été bousculé. Des bureaux ne sont pas occupés, d'autres le sont, des déchets complémentaires sont apparus... », explique Michaël Cotton, Responsable du projet au sein de la cellule de coordination de développement durable. Par ailleurs, un nouveau marché pour la collecte des déchets sera effectif fin d'année. Il prendra notamment en compte les déchets biodégradables. C'est pour ces raisons que le site du Delta (au sens très large) fait l'objet d'une expérience pilote « Gestion et tri des Déchets ».

lonté qui n'est pas toujours en accord avec les réalités techniques. C'est sur ce point que nous allons travailler. »

La nature des déchets ou les comportements varient évidemment en fonction des services : pléthore de papiers ici, aliments là, autres déchets ailleurs, tri rigoureux ou pas... Il faut pouvoir s'adapter à tout et « imaginer des solutions transférables ».

Expérience pilote

« Nous sommes sur l'échange, la perception et les propositions d'amélioration », poursuit Michaël. « Nous avons constaté qu'il manque d'une communication claire sur la manière de trier les déchets et l'utilisation des différentes poubelles... Nous allons, entre autres, communiquer, identifier les relais et informer sur la collecte des déchets par le biais d'affiches. »

Autre proposition du groupe de travail : à chaque étage dans les bâti-



ments, des poubelles de tri récupèrent déjà nos différents déchets mais les petites poubelles de bureau pourraient facilement disparaître au profit d'un collecteur unique.

Une manière de joindre l'utile à... l'utile ! L'Observatoire de la Santé ne nous encourage-t-il pas à « bouger » le plus régulièrement possible ? Pourquoi ne pas décider de se débarrasser de sa poubelle individuelle en ne recourant plus qu'à celle, collective, prévue à l'étage ? Un coup de pouce à nos techniciennes de surface, à la planète et à notre santé ! •

Votre bien-être est leur priorité !

Il est à peine 8h30 jeudi matin et la petite maison, à deux pas de l'imposant bâtiment du Delta, bourdonne déjà comme une ruche. C'est là qu'opère l'équipe du Département psychosocial du SIPPT.

Adeline Carlier en est la responsable et à l'aube d'une journée où les réunions vont s'enchaîner, elle nous reçoit avec le sourire pour évoquer les missions de son département : « nous sommes une équipe de six personnes : une secrétaire, une « personne de confiance » et quatre Conseillères en prévention aspects psychosociaux. Le rôle de ces dernières est encadré par la législation sur le bien-être au travail qui définit les facteurs de risques psychosociaux au travail. Nos analyses se font « a priori » pour identifier les situations qui pourraient mener à des risques de ce type et « a posteriori » lorsqu'un danger a déjà été détecté. On est là pour conseiller et apporter des pistes de solutions à l'employeur et à la ligne hiérarchique. A eux de les traduire ensuite en actions afin de promouvoir le bien-être de leurs travailleurs. »

une intervention auprès de la ligne hiérarchique. L'objectif est de voir comment on peut améliorer la situation. »

L'agent peut aussi décider d'aller plus loin dans la procédure et déposer une demande formelle, un document daté et signé qui va reprendre la situation problématique qu'il vit : faits de violence ou de harcèlement moral ou sexuel ou tout autre risque psychosocial. Dans ce cas, les Conseillères en prévention reprennent la main et Adeline de préciser que « nous restons toujours dans un rôle neutre et indépendant. Nous sommes liés au secret professionnel et ne prenons pas parti. Ce sont les gens qui décident jusqu'où aller ou pas, et nous, nous n'intervenons pas sans leur mandat. »

A titre plus individuel, chaque agent provincial rencontrant des difficultés dans le cadre de son travail peut faire appel à l'équipe et en particulier à Catherine, « personne de confiance », qui intervient en première ligne : « C'est un rôle qui demande beaucoup d'écoute et d'empathie. Catherine va conseiller les personnes par rapport à leur situation et éventuellement intervenir de manière informelle : une conciliation par exemple ou

Après le Covid, le retour en présentiel fait émerger d'autres difficultés. Notre petite équipe de psychologues n'est donc pas prête de s'ennuyer !

Si vous rencontrez une situation difficile dans le cadre de votre travail, n'hésitez pas à prendre contact avec Adeline Carlier au

0470/95.04.78



Romain, le joueur !



Résoudre le mystère d'une enquête pointue, devenir vieux savant du Moyen Âge... Vivre une autre vie, le temps d'un jeu : l'un des grands bonheurs de Romain Delmotte, notre collègue animateur culturel à la Maison Losseau.

crédibilité de leur personnage. Si ce dernier est un enseignant âgé, il ne sera pas capable de grandes acrobaties. Les joueurs sont des parties prenantes et décrivent ce qu'ils font. Certaines scènes sont improvisées et jouées en direct mais tout se passe autour d'une

cohérence générale. Le maître du jeu doit être garant notamment de la logique interne.»

C'est le respect de ces règles qui va donner tout son intérêt au jeu : des règles à se procurer dans le commerce parce qu'elles sont complexes à établir. «Le plus important est d'entrer dans une histoire plutôt que dans un personnage. Tous les joueurs coopèrent pour faire avancer le récit. Avec mes amis, nous jouons une à deux fois par mois mais notre partie dure des mois, déborde de ces moments. Les interactions, les prolongations sont multiples. Et ce qui nous intéresse, c'est le lien, la convivialité qui ne sera pas présente dans les jeux virtuels. Les sensations sont plus fortes !»

Romain, le touche-à-tout, issu d'une famille de facteurs d'orgues, est aussi passionné de musique ! Depuis quelques années, après une solide formation classique, il joue dans plusieurs groupes et, dernièrement, vient de rejoindre Black Paper Plane, groupe de Dimitri Toebat, notre collègue du Service de Communication. «On s'est trouvés», sourit-il. •

table. On n'est pas dans un jeu de rôle grandeur nature. Autour de la table, on mêle contes, improvisation...»

C'est en étant scout que Romain a découvert ces jeux qui, très vite, l'ont passionné. Si, pendant ses études, il s'en distancie un peu, il a renoué depuis une dizaine d'années. «A la Maison Losseau, nous développons le médiéval fantastique, dans la lignée de Donjons et Dragons. Le public est plutôt jeune et s'appuie sur des figurines sur un plateau. Les combats y sont mis en scène. Personnellement, je préfère les jeux d'enquête. Il y a plein de manières de jouer, de préparer une trame, de donner corps et vie aux personnages. On ne sait jamais ce qu'il va se passer. Il y a une part d'improvisation dans l'évolution du scénario mais il faut garder la



Depuis quatre ans, Romain, Tournaisien passionné de littérature, apporte sa créativité à la magnifique demeure de Léon Losseau, à Mons. Il y propose notamment des jeux de rôles à destination des ados ou adultes. «C'est une activité littéraire, ludique et aussi théâtrale qui mélange beaucoup de choses que j'aime bien.»

Pas question ici d'endosser un costume, de se plonger dans des décors d'époque : pour Romain et ses comparses, il suffit d'une table, d'un bon scénario et de beaucoup d'imagination. «C'est un peu comme le Loup Garou. Un meneur de jeu décrit l'univers et les joueurs sont les héros de cette aventure. Il faut un cadre et des limites pour que les joueurs restent dans la